The background consists of several overlapping geometric shapes in shades of green and blue. At the top is a light green trapezoidal shape. Below it is a dark green trapezoidal shape that tapers towards the right. Underneath that is a large, light blue trapezoidal shape that also tapers towards the right. At the bottom is a dark blue trapezoidal shape that tapers towards the right. The text is centered within the dark green shape.

**Réfléchir aux
partenariats Nord-Sud**
Un catalogue de questions



Table des matières

Introduction

9

Poser les fondements !

12 Initiation et objectif du partenariat Nord-Sud
 Continuité du partenariat
 Structures de pouvoirs et inégalités globales

Communiquer et se faire entendre !

18 Inclusion et Participation
 Communication et échanges
 Relations publiques et presse

Créer de la transparence autour des formalités et des conditions cadres !

22 Fondements légaux
 Transparence et finances
 Dimension politique

Donner vie au partenariat !

26 Projets
 Rencontre et voyages
 Environnement et développement durable

Notes de fin

30



Qu'est-ce qui fait un bon partenariat ?
Quelques réponses des collègues du Sud Global...

Un partenariat est avant tout une décision. C'est la décision de deux organisations/régions/pays d'établir une relation. Une relation repose sur des contacts, des échanges, des partages, des adaptations et, au besoin, des changements d'orientation; ce qui permettent de l'entretenir. C'est la base de toute relation. Le partenariat ne devrait pas faire exception.

Raïssa Mpundu - Partenariat entre l'état du Bade-Wurtemberg et le Burundi, Burundi.

Un partenariat peut bien fonctionner si les connaissances locales sont prises en compte lors de la planification du projet.

Bill Guadamud Tobar - Fundación Cerro Verde de Guayaquil, Équateur.

[...] C'est se réunir, travailler et échanger sur des idées avec des objectifs similaires. Ceci développe le travail en équipe, la pensée critique pour le succès, et crée plus d'opportunités de réseautage, permettant aussi à toutes les parties de développer leurs talents et compétences, ainsi que d'apprendre de nouvelles choses.

Mitchell Yakish - Lodwar Girls Primary School St. Monica, Kenya.

Pour moi, le partenariat signifie plus de possibilités de réseautage, plus d'idées et de solutions et définitivement plus de mains qui mettent la main à la pâte.

Magaret Nontokozo Phiri - LABASIKATI Women Empowerment, Afrique du Sud.

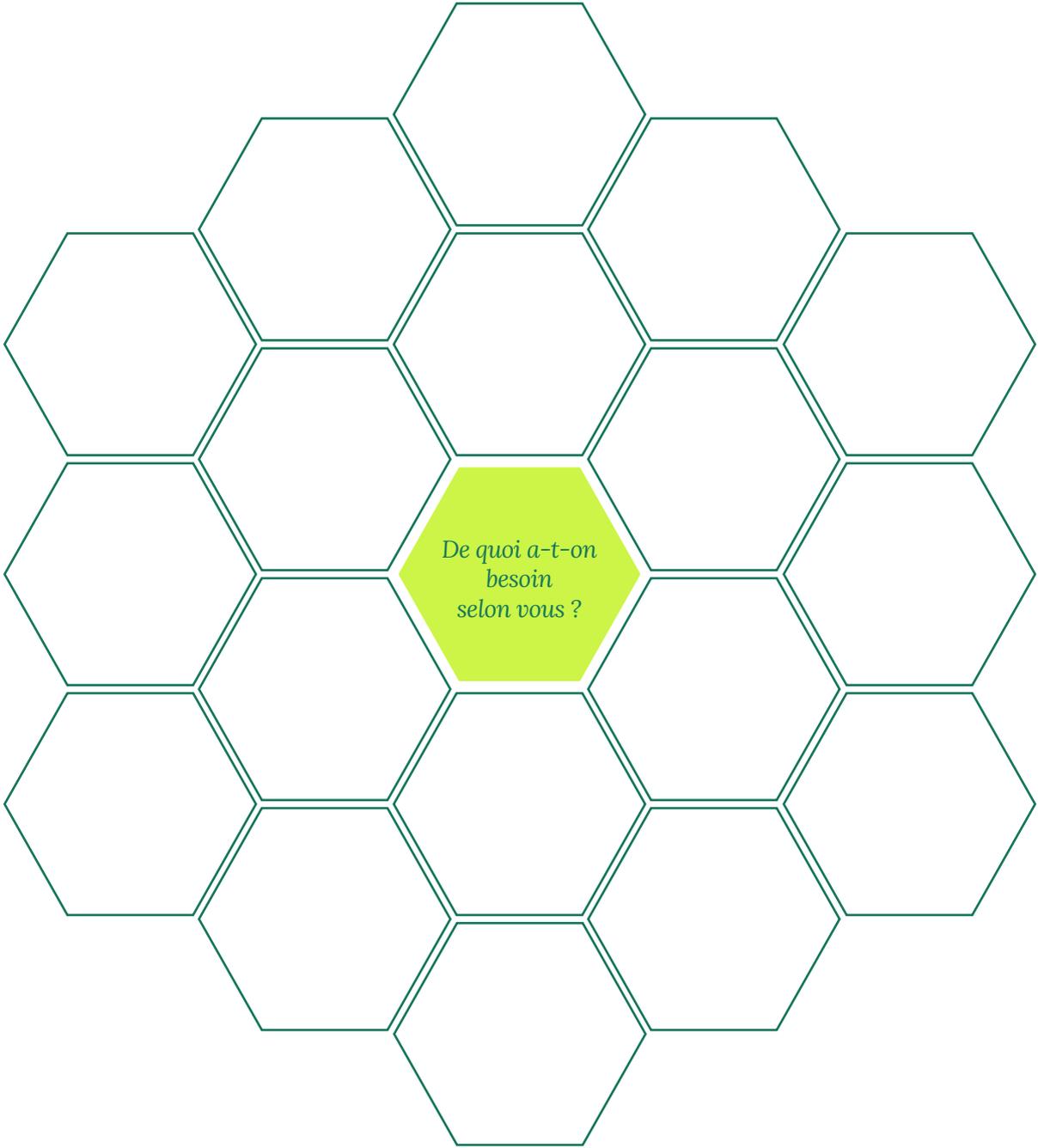
Il ne devrait pas servir de façades cachant des intérêts socio-économiques et politiques entre les pays, car il n'y aura point de justice, et encore moins d'égalité, de cette manière.

CEDRU, San Rafael del Sur, Nicaragua.

Un partenariat international équitable doit contribuer à réduire les inégalités dans le monde.

CEDRU, San Rafael del Sur, Nicaragua.





*De quoi a-t-on
besoin
selon vous ?*



L'évolution des perspectives et des débats suscite
continuellement de nouvelles questions. C'est
pourquoi nous vous invitons à vous poser des
questions et à vous laisser poser des questions !



Introduction

Plus de questions que de réponses

Dans notre travail en tant que promoteur.ices spécialisé.es dans le domaine de la coopération internationale, nous constatons que de nouveaux points de vue, d'autres perspectives et des moments de surprises sont plus souvent obtenus grâce à des questions qu'à des affirmations. Ce catalogue de questions a pour but d'aider les personnes actives dans le travail de partenariat lors des réflexions sur leurs coopérations, et les encourager à réfléchir aux défis et nouvelles solutions. C'est dans cet objectif que nous publions ici la deuxième édition du catalogue de questions « Réfléchir aux partenariats ». ¹ Cette nouvelle édition aborde d'autres débats, d'autres facettes, ainsi que de potentielles zones de tensions. Certains des aspects abordés sont en partie nouveaux tandis que d'autres existent depuis longtemps mais n'ont pas encore été pleinement intégrés dans le travail de partenariat Nord-Sud. Ceci inclut des sujets incontournables tels que la « décolonisation », les « perspectives

critiques sur la notion de pouvoir », ainsi que les aspects de la justice globale dans les partenariats. Cependant les récents mouvements croissants d'autocratisation dans le monde et les restrictions qui en résultent pour les acteur.ices de la société civile (Shrinking Spaces) constituent également de nouveaux défis pour le travail de partenariat (Nord-Sud). C'est pourquoi les questions relatives à la dimension politique, aux droits humains et à l'égalité des sexes constituent une partie importante de ce catalogue de questions. Nous nous basons sur les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. ² Plus précisément, l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » considère les partenariats (Nord-Sud) comme un élément central vers plus de justice globale. Cependant, nous ne considérons pas les ODD comme une panacée, mais suggérons d'aussi les remettre en question.

Nous considérons le fait de poser des questions comme un « work in progress » (travail en

progrès), et cette édition ne sera probablement pas la dernière. En raison de l'évolution des débats et des perspectives, de nouvelles questions émergent continuellement, tandis que d'autres perdent de leur pertinences.

Le catalogue de questions est un outil pour observer et examiner vos partenariats sous divers angles. Nous espérons ainsi encourager la réflexion et susciter d'éventuels changements qui profiteront à vos collaborations.

Nous nous sommes efforcés à adopter une perspective critique à l'égard de la notion de pouvoir. Néanmoins, vous pouvez vous demander : « Whose questions are we asking? » Les questions présentes sont formulées en grande partie dans le Nord Global. Bien que nous ayons différents positionnements sociaux au sein de l'équipe, nous sommes tout de même conscient.es que nous ne sommes pas exempt.es de préjugés et que notre vision des choses est limitée par notre position géographique.

Ce catalogue de questions reflète en premier lieu le point de vue du Nord Global. Afin de réfléchir ensemble aux partenariats Nord-Sud et pouvoir créer des partenariats équitables, il est important de prendre en compte les points de vue et les questions du Sud Global. Les pers-

pectives et les défis du Sud Global sont indispensables pour comprendre pleinement la complexité des partenariats internationaux et pour trouver des solutions durables. Nous vous invitons à compléter ce catalogue avec d'autres questions et le commenter de façon critique.

Questions après questions - et maintenant ?

Il existe une multitude de formes de partenariats : Jumelages d'écoles, de villes ou de communes, partenariats de projets entre universités, partenariats nés dans des contextes politiques ou culturels, etc. Chaque partenariat est individuel, a sa propre histoire, est constitué d'acteurs différents et est ancré dans divers contextes locaux et globaux. Il n'existe de ce fait aucune bonne façon de construire, de gérer et de maintenir un partenariat à long terme.

Vous remarquerez que certains blocs de questions sont pertinents pour tous les partenariats, car il y a toujours un point de départ et un point d'arrivée. D'autres questions par contre sont plus spécifiques. Ce n'est pas tous les partenariats, par exemple, qui ont des activités de relations publiques ou des campagnes. Dans les différents chapitres, certaines questions concernent les fondements structurels des partenariats, d'autres

se rapportent à des situations concrètes, par exemple les conflits.

Le catalogue de questions peut donc être utilisé de différentes manières. Il est conçu de manière à ce que les blocs thématiques puissent être parcourus de bout en bout ou traités indépendamment les uns des autres. Nous vous invitons à réfléchir et à discuter de toutes les questions au fur et à mesure. Les réunions de comité, les assemblées générales et les rencontres (digitales) avec les partenaires peuvent offrir un cadre approprié à cet effet. Peut-être souhaitez-vous lors d'une prochaine rencontre, choisir un bloc thématique, discuter des questions entre vous (par exemple dans un World Café ou une discussion silencieuse) et en déduire des étapes concrètes pour développer et professionnaliser vos activités.

De même, nous vous incitons à vous poser ces questions non pas une seule fois, mais plusieurs fois, car les partenariats évoluent et les changements ne se font pas du jour au lendemain. Ils ont besoin de temps pour produire des effets durables, qui débouchent par exemple aussi sur une estime et une reconnaissance mutuelle encore plus forte.

Nous vous aidons volontiers à évaluer votre partenariat en ce qui concerne les inégalités de

pouvoir, la stabilité et la durabilité des structures, ou encore la transparence et les possibilités de participation. Pour cela, vous pouvez vous adresser au Réseau national Un Seul Monde et à ses promoteur.ices compétent.es dans votre état.³

Poser les fondements !

Initiation et objectif du partenariat Nord-Sud

Qui a initié le partenariat ?

Avec quelle intention avez-vous commencé à travailler ensemble?

Existe-t-il des objectifs formulés ensemble ? Comment furent pris en compte les besoins et les préoccupations des deux parties lors de la formulation des objectifs ?

Comment abordez-vous le sujet du **passé colonial** et des liens historiques et actuels entre l'Europe et le **Sud Global** dans votre travail de partenariat ?

Lors de la création du partenariat, dans quelle mesure avez-vous examiné les concepts occidentaux de « **développement** » et « d'aide » ?

Passé colonial et continuités :

L'Allemagne et la plupart des pays européens, pour des raisons économiques, ont établi des colonies formelles et informelles en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Océanie, ceci malgré les résistances massives des populations locales de ces régions. Pour justifier cette tyrannie et cette exploitation, les Européens élaborèrent un récit, suivant lequel les Européens seraient supérieurs aux habitants du reste du monde. Notamment, l'homme (relativement) riche, blanc et européen était considéré à l'époque coloniale comme la mesure pour toute chose, et les autres êtres humains lui étaient subordonnés. Même après sa fin formelle dans la seconde moitié du 20^e siècle, l'époque coloniale continue d'avoir des répercussions sur le plan économique, politique et intellectuel.⁴ Cela se traduit par exemple par la persistance de préjugés et de discriminations à l'encontre des **BI*PoC**, les femmes et les personnes queer ainsi que les personnes touchées par la pauvreté. C'est précisément dans les coopérations Nord-Sud que bon nombre de ces schémas de pensée se manifestent. Il est donc essentiel de travailler activement pour éviter de les perpétuer.

Sud Global :

Les termes Sud Global/Nord Global font référence à l'inégalité globale qui s'est développée au fil du temps, sans pour autant reprendre des concepts hiérarchisants tels que pays en voie de développement/pays développés. Ils ne font pas purement allusion à la position géographique : le Sud Global fait référence aux pays ou populations défavorisées par les structures globales coloniales d'inégalité; le Nord Global, en outre, fait référence à ceux qui en profitent.

Développement :

L'idée que le Nord Global soit plus avancé que le Sud Global dans la poursuite d'un état idéal. De ce fait le Nord Global devrait aider le Sud Global à se développer de la même manière. Cela cache une hiérarchisation des modes de vie qui remonte à l'époque coloniale et qui est en vigueur depuis de nombreux siècles : le Nord Global est considéré comme exemplaire et digne d'être imité, tandis que le Sud Global est dévalorisé comme arriéré.

BI*PoC :

L'abréviation «BI*PoC» signifie personnes noires, personnes indigènes et personnes de couleur. Elle rend visible le racisme envers les personnes noires et les personnes indigènes tout en soulignant les expériences partagées par toutes les personnes touchées par le racisme. L'astérisque * dans BI*POC désigne les personnes touchées par le racisme qui ne s'identifient pas aux trois désignations mentionnées.

Capacitisme :

Le capacitisme se réfère à la valorisation et à la dévalorisation des individus en fonction des capacités qui leur sont attribuées, entraînant ainsi une discrimination structurelle à l'encontre des personnes vivant avec des maladies chroniques ou des handicaps. Ce phénomène repose sur un standard idéal, tant physique que psychique, auquel ces personnes ne peuvent se conformer. Elles sont souvent réduites à leurs handicaps, ce qui les exclut de toute participation sociale.

Racisme :

Le racisme désigne la discrimination structurelle de personnes en raison de leur (prétendue) origine ethnique. La caractéristique de l'origine ethnique se réfère à des catégories telles que l'apparence physique, la langue, la biographie migratoire, etc.⁵

Sexisme :

Le sexisme désigne la discrimination structurelle de personnes en raison de leur sexe (attribué) ou de leur identité de genre.⁶

Classisme :

Le classisme désigne la discrimination structurelle de personnes en raison de leur statut social et économique ainsi que de leur éducation et de leur origine sociale.⁷

Continuité du partenariat

Comment assurez-vous que le partenariat soit durable et à long terme ?

Que se passerait-il de part et d'autre si le partenariat prenait fin ? Y'a t- il des mesures mises en place pour éviter les dépendances à long terme ?

Combien de personnes s'engagent-elles de part et d'autre dans le partenariat ? Que se passe-t-il en cas d'absence de personnes ?

Qui dispose du plus grand nombre de connaissances et de ressources sur les thèmes de travail du partenariat (par ex. Expertises, finances, contacts, procédures) ? Comment se déroule le transfert de connaissances dans les deux sens ?

Y a-t-il, des deux côtés, des personnes ayant des compétences et travaillant sur ces questions ?

Comment sont renforcées les compétences et les ressources des deux partenaires (par exemple y a-t-il des sessions de formation) ?

Comment le partenariat est-il intégré de part et d'autre dans les communes, les paroisses, les écoles ou d'autres institutions ?

Comment traitez-vous les différentes formes de discrimination (par ex. le **capacitisme**, le **racisme**, le **sexisme**, le **classisme**) ?

Pouvoir et inégalités globales

Que signifie le terme **pouvoir** au sein de votre partenariat ?

Qui participe au partenariat et pour quelles raisons ?

Comment et par qui les décisions sont-elles prises ? Les décisions sont-elles prises en commun ?

Comment gérez-vous le fait que le flux d'argent se fait principalement du Nord vers le Sud ?

Qui apporte quelles ressources (p. ex. expertise professionnelle, temps, compétences pratiques, contacts) ? Qui détermine ce qui est reconnu comme ressource ?

Au cas où il y a du **bénévolat** : Comment les asymétries de pouvoir sont-elles prises en compte et les risques sont-ils exclus ?

Pouvoir et inégalité globale dans les partenariats :

En général les partenaires du Nord ne disposent pas seulement de ressources financières plus importantes, tant sur le plan personnel qu'organisationnel, mais bénéficient également de conditions structurelles plus favorables, par exemple en ce qui concerne l'octroi de visas. De plus, on leur attribue souvent des compétences techniques supérieures qui les autorisent à prendre des décisions. À l'inverse, les partenaires du Sud sont souvent confrontés à des conditions plus difficiles : Leurs connaissances et leurs compétences sont moins bien valorisées et des obstacles structurels leur compliquent l'accès aux ressources et à l'influence. Une compréhension globale de ces dynamiques nécessite de prendre en compte les contextes historiques, culturels et économiques dans le cadre du travail de partenariat.

Bénévolat :

Le bénévolat peut se transformer en forme d'exploitation lorsque le travail avec des individus, souvent des enfants, dans le Sud global est perçu comme une simple attraction consommable. Par ailleurs, les programmes de bénévolat à long terme, financés par l'État, s'inscrivent également dans des relations globales de pouvoir et peuvent engendrer des effets néfastes. Cela s'applique tant aux services de bénévolat Nord-Sud qu'à ceux du Sud-Nord.

Communiquer et se faire entendre !

Inclusion et participation

Les deux partenaires ont-ils accès aux informations et aux ressources de l'autre, telles que la charte, les statuts, les objectifs, la planification, le site Internet ou d'autres plateformes (et ce dans une langue qu'ils comprennent) ?

Comment assurez-vous **une inclusion et une participation** égalitaire de l'ensemble des acteur.ices, en particulier des groupes marginalisés ?

Quelle est la répartition des sexes au sein des instances décisionnelles des deux parties du partenariat ?

Comment intégrez-vous les groupes cibles dans le processus décisionnel ? Existe-t-il, par exemple, une représentation des enfants ou des jeunes ?

Quelles sont les possibilités de participation pour impliquer activement l'autre partie du partenariat ?

Inclusion et Participation :

Les deux termes sont souvent utilisés à tort comme synonymes. Selon l'OMS, la participation se définit comme « le fait d'être impliqué.e dans une situation de vie ». Cependant, la participation va au-delà de cette définition : elle englobe l'engagement actif et l'influence des individus dans les processus décisionnels.

Communication et échange

Comment la confiance mutuelle est-elle renforcée ?

Les différences d'accès aux moyens de communication (par ex. Internet, téléphone) entravent-elles vos échanges ? Si oui, comment relevez-vous ce défi ?

Dans quelle **langue** communiquez-vous en premier lieu ? Comment abordez-vous les barrières linguistiques ?

Comment abordez-vous le langage inclusif ?

À quelle fréquence les échanges ont-ils lieu - régulièrement ou selon les besoins ? Qui prend l'initiative ? Quelles sont les personnes impliquées ?

Quelles sont les différences culturelles et autres qui impactent la communication, et comment les gérez-vous ?

Comment et par qui les problèmes ou défis sont-ils abordés ? Les canaux de communication ouverts sont-ils préservés, même en cas de conflit ?

Langue :

Dans les pays anciennement colonisés, la langue nationale officielle (comme l'espagnol, l'anglais ou le français) n'est pas toujours la langue maternelle de toutes les personnes qui y vivent. Apprise à travers le système éducatif formel, souvent établi pendant la période coloniale, cette langue est moins maîtrisée par les personnes marginalisées ayant un accès limité à l'éducation. Il est infiniment plus difficile d'exprimer ses nombreuses préoccupations dans une langue étrangère que dans sa langue maternelle.

Relations publiques et presse

Quelles formes et quels médias de relations publiques utilisez-vous de part et d'autre du partenariat et sont-ils accessibles à toutes les parties ?

Toutes les publications liées au partenariat mentionnent-elles les acteur.ices des deux parties?

Décidez-vous ensemble des photos et des textes à utiliser ? Les personnes participant au partenariat sont-elles informées de la publication d'informations les concernant et ont-elles eu la possibilité de donner leurs avis ?

Les textes, photos et vidéos représentent-ils les personnes **avec dignité et en tant qu'individus autonomes** ? Les personnes représentées sont-elles mentionnées de façon égalitaire (p. ex. nom complet, fonction, profession) ?

Comment vous assurez-vous que les personnes représentées (par exemple, les groupes cibles des projets) ont donné leur accord ?

Utilisez-vous des représentations d'enfants et d'adolescent.es ? Leur consentement et celui de leurs tuteur.ices légaux.les ont-ils été obtenus ?

Comment sont réglées les questions de droits d'auteur.ice et de droits de publication ?

Digne et autodéterminé.e :

Digne signifie que toutes les personnes sont représentées en tant qu'individus plutôt que de servir une certaine idée du Nord Global. Il est souvent utile de se demander si c'est ainsi que l'on souhaite être représenté.e sur la photo. Toutes les personnes devraient décider elles-mêmes si, où et comment elles veulent être représentées.⁸

Rendre les formalités et
les conditions cadres transparentes !

Bases légales

Sous quelle forme les parties sont-elles enregistrées en tant que personnes morales dans leurs pays respectifs ?

Dans quelle mesure les deux parties connaissent-elles les lois et dispositions en vigueur dans l'autre pays qui sont pertinentes pour leur collaboration ? Ces lois, notamment celles relatives aux subventions, à la presse, au droit du travail, au droit de la construction et aux règles sur les visas, sont-elles respectées ?

Les lois et réglementations de l'un des pays sont-elles plus importantes ? Si oui, comment réagissez-vous ?

Comment réagissez-vous lorsque des lois nationales entravent votre coopération ?

Quels mécanismes de protection et de plainte sont en place dans votre coopération pour traiter des situations telles que la discrimination, les abus sexuels et la mise en danger du bien-être des enfants ? Existe-t-il, par exemple, une politique de protection de l'enfance ?⁹

Transparence et finances

Qui a un droit de regard sur les finances ? Comment se font les échanges entre les partenaires en ce qui concerne les questions financières ?

Toutes les parties du partenariat sont-elles familiarisées avec les directives de financement, ainsi qu'avec les processus de demande et d'établissement des preuves requis par l'institution de financement ?

Qui doit rendre des comptes et à qui en ce qui concerne les rapports factuels et financiers ?

Quels sont les mécanismes externes (par ex. certificats, label de bonne gestion de dons, auditeur.ice indépendant.e) qui permettent de vérifier la **transparence** de tous les partenaires ?

Quelles sont les différences en termes de conditions de travail et de salaires (par ex. gender pay gap, collaborateur.ices au niveau local vs collaborateur.ices étranger.ères) ?

Les personnes impliquées des deux côtés du partenariat sont-elles principalement des bénévoles ou des salariées ?

Transparence :

Transparence mutuelle et accès à l'information et aux processus décisionnels dans le cadre du partenariat. Cela implique une communication ouverte et honnête, notamment en ce qui concerne les finances, comme les fonds destinés aux projets et aux déplacements pour les rencontres.

Dimension politique

Dans quelle mesure la **dimension politique** influence-t-elle le partenariat ?

Quels sont les défis et les opportunités politiques découlant de la coopération entre les acteur.ices de la société civile des pays du Nord et du Sud?

Dans quelle mesure est-il possible aux acteur.ices des deux côtés du partenariat d'exprimer leurs avis sur les débats politiques dans le pays partenaire ?

Comment gérez-vous les divergences d'opinion lors des échanges politiques ?

Dans quelle mesure les droits humains influencent-ils le partenariat ? Existe-t-il un entendement commun des droits humains ?

Si les espaces de la société civile se rétrécissent (Shrinking Spaces), quelles stratégies adoptez-vous pour y faire face ?

Dimension politique :

La coopération vise-t-elle à transformer les rapports sociaux ? Cela peut impliquer une volonté de critiquer et de réduire ensemble les inégalités entre le Nord et le Sud, ou un engagement commun en faveur d'objectifs tels que la lutte contre la crise climatique et le respect des droits humains. Les organisations non gouvernementales peuvent exercer une influence politique en dénonçant les abus et les violations des droits humains.

Donner vie au partenariat !

Projets

Qui propose des idées pour de nouveaux **projets** ou de nouvelles mesures au sein du partenariat ?

Comment réalisez-vous les projets communs ? La conception et la mise en œuvre des projets impliquent-elles la participation active des acteur.ices du Sud ? Si ce n'est pas le cas, comment surmontez-vous les obstacles ?

Pensez-vous à **l'égalité des genres** comme une dimension transversale dans tous les projets ?

Soumettez-vous conjointement des demandes de financement pour des projets auprès des organismes concernés ?

Elaborez-vous des objectifs communs pour les projets ?

Comment mesurez-vous si les objectifs ont été atteints ?

Existe-t-il des options de garde d'enfants lors de certaines activités pertinentes du projet ?

Les projets :

Les projets sont réalisés sur une période déterminée et se terminent une fois les objectifs atteints. Souvent financés par le Nord, ces projets sont donc largement influencés par les conditions-cadres et les objectifs du Nord.

Égalité des genres :

Cela signifie que tous les genres disposent des mêmes droits et opportunités dans tous les domaines de la vie quotidienne, tant privée que publique – ce n'est qu'ainsi que les rapports de force inégaux peuvent être équilibrés et qu'un monde plus juste peut être rendu possible.

Rencontre et voyage

Qui choisit les personnes qui participent aux rencontres ? Qui participe en général ?

La maîtrise d'une langue spécifique est-elle requise pour participer, ou des traductions sont-elles prévues si nécessaire ?

Qui détermine le contenu du programme et le déroulement des rencontres ?

Si des voyages de projet ou de suivi sont organisés : Pourquoi sont-ils nécessaires et comment sont-ils communiqués aux partenaires ? Dans quelle mesure ces voyages sont-ils préparés en commun avec les partenaires ?

Y a-t-il des célébrations communes (anniversaires, réalisation d'objectifs, etc.) ? Qui les planifie et les prépare ?

Environnement et développement durable

Comment les **objectifs de développement durable (ODD)** des Nations unies sont-ils pris en compte dans le partenariat ? Les ODD sont-ils connus de tous les partenaires ?

Comment concevoir et mettre en œuvre des projets tout en respectant l'environnement ?

Existe-t-il des critères communs pour intégrer la durabilité environnementale ? Ces critères sont-ils appliqués de manière uniforme des deux côtés du partenariat ?

Dans quelle mesure les techniques de communication modernes peuvent-elles contribuer à réduire les voyages en avion ?

Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies :

Les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies, aussi connus sous le nom d'Agenda 2030, ont été adoptés en 2015 pour promouvoir le développement durable à l'échelle mondiale d'ici 2030. Ces objectifs englobent des domaines tels que la réduction de la pauvreté, l'éducation, l'égalité des sexes, l'accès à l'eau et à l'énergie propre, ainsi que la consommation durable, tout en incluant des mesures de protection des écosystèmes et de lutte contre le changement climatique tant dans le Sud que dans le Nord. Cependant, des critiques soulignent que les conditions économiques et politiques ne sont pas suffisamment remises en question.¹⁰

Notes de fin

- 1 agl e.V. (2020) : Réfléchir aux partenariats - Un catalogue de questions. <https://agl-einewelt.de/publikation/partnerschaften-reflektieren-ein-fragenkatalog/>
- 2 Nations Unies : Objectifs de développement durable. <https://unric.org/de/17ziele/>
- 3 Les 16 réseaux nationaux Un seul monde : <https://agl-einewelt.de/ueber-uns/eine-welt-landesnetzwerke/>. Les promoteurs* du Réseau national Un Seul Monde pour la coopération internationale : <https://www.einewelt-promotorinnen.de/promotorinnen/#Internationale-Kooperationen>. Déclarations et recommandations du Réseau national Un Seul Monde : Partenariats mondiaux dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale https://files.funkhaus.io/enw-001-media/documents/empfehlungen_EWLN.pdf et Déclaration de principe des groupes bavarois Un seul Monde sur le travail de projet, le développement et le partenariat https://www.eineweltnetzwerkbayern.de/fileadmin/assets/Forum_PEP/2019_Okt_26_-_EWNB_-_Forum_PEP_-_Grundsatzerklaerung.pdf
- 4 Ziai, A. et Aikins, J. K. (2023) : Le néocolonialisme et l' économie politique globale <https://www.youtube.com/watch?v=38-MAH24Yh0>
- 5 Fondation Amadeu Antonio : Qu'est-ce que le racisme ? <https://www.amadeu-antonio-stiftung.de/rassismus/was-ist-rassismus/>
- 6 Ensemble contre le sexisme : Connaître le sexisme. <https://www.gemeinsam-gegen-sexismus.de/ueber-sexismus/wissen-ueber-sexismus/>
- 7 Czollek, L. C., Perko, G., Czollek, M., Kaszner, C., (2019) : Manuel pratique de la justice sociale et de la diversité, et Médiathèque de la diversité : Que signifie le terme «classisme» ? <https://www.vielfalt-mediathek.de/klassismus>
- 8 BER e.V. (2021) : Check-lists pour un travail de relations publiques critique à l'égard du racisme dans la politique de développement. https://eineweltstadt.berlin/wp-content/uploads/2022_checklisten_antirassistische-oeffentlichkeitsarbeit_BER-web.pdf
- 9 Politique de protection de l'enfance du BER et de ses membres : https://eineweltstadt.berlin/wp-content/uploads/2013-06-06_kinderschutzpolicy_ber.pdf
- 10 Ziai, A. (2021) : Les ODD : du vieux vin dans de nouvelles bouteilles ? <https://www.youtube.com/watch?v=sXsJY2m9ss4> et Ziai, A. (2018) «SDGs - eine postkoloniale Weinprobe» (p. 205-209) in: Tobias Debiel (éd.) : Entwicklungspolitik in Zeiten der SDGs. https://www.idos-research.de/uploads/media/Entwicklungspolitik_in_Zeiten_der_SDGs_Web.pdf

Mentions légales

Auteur.ices* :

Adina Hammoud / Berlin-Brandenburgische Auslandsgesellschaft (BBAG) e.V., **Akinola Famson** / Conseil Africain Berlin Brandebourg, **Judith Böttcher** / Réseau national Un Seul Monde Mecklembourg-Poméranie occidentale, **Dr. Kidist Hailu** / Fondation de coopération au développement du Bade-Wurtemberg (SEZ), **Leona Pröpfer & Nils Utermöhlen** / Watch Indonesia!, **Dr. Lucia Fuchs** / Bürgerstiftung Pfalz, **Rosa López & Daniela Fontius** / Association pour la promotion du partenariat entre Kreuzberg et San Rafael del Sur, **Vera Dwors** / Réseau national Un Seul Monde NRW



Créé par le forum spécialisé Coopérations et partenariats internationaux de l'agl e.V. en coopération avec les réseaux nationaux Un Seul Monde :



Financé par ENGAGEMENT GLOBAL gGmbH pour le compte du BMZ :



Les gouvernements des Länder de Bade-Wurtemberg, Berlin, Brandebourg, Rhénanie-du-Nord-Westphalie et Rhénanie-Palatinat, le Landtag Bade-Wurtemberg et le ministère d'État du Bade-Wurtemberg:



Landesstelle für Entwicklungszusammenarbeit	Senatsverwaltung für Wirtschaft, Energie und Betriebe	BERLIN	
---	---	---------------	--

Editeur. ice :

agl e.V.– Association des réseaux Un Seul Monde en Allemagne
www.agl-einewelt.de
www.einewelt-promotorinnen.de



L'association des réseaux Un Seul Monde en Allemagne (agl e.V.) est seule responsable du contenu de cette publication. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles d'Engagement Global gGmbH, du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, ni des gouvernements des Länder. Les documents de travail et de discussion ne constituent pas des positions politiques officielles de l'agl e.V. Ils visent à partager l'état des discussions, à documenter les processus de travail et de dialogue, ainsi qu'à publier des contributions d'opinion et de débat, afin de promouvoir la diversité des perspectives et des échanges au sein du réseau de l'agl et de les représenter.

Conception :

www.kojimadepaula.com
Date de publication :
Avril 2024

Traduction en Français :

Audrey V. Noukeu Petgouen
Date de publication :
Décembre 2024

